

Québec, le 16 février 2012

Monsieur Jean-Marc Robitaille, Préfet
Mesdames et Messieurs les membres du conseil
Municipalité régionale de comté Les Moulins
710, boul. des Seigneurs
Terrebonne (Québec) J6W 1T6

Monsieur le Préfet,
Mesdames,
Messieurs,

Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire doit s'assurer de la bonne administration du système municipal dans l'intérêt des municipalités et des citoyens, et ce, en vertu des dispositions de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Dans ce contexte, le ministre a désigné, le 7 avril 2011, monsieur Omar Sebbar, CGA du Service de la vérification, pour effectuer un mandat de vérification portant sur le processus relatif à l'attribution des contrats et sur tout autre aspect lié à l'administration municipale concernant la Municipalité régionale de comté des Moulins (MRC).

Le rapport de vérification produit vise à présenter les constats effectués lors du mandat et à formuler des recommandations. Ce rapport a été soumis aux dirigeants administratifs de votre MRC et les commentaires qu'ils nous ont transmis le 10 février 2012 y ont été intégrés.

À notre avis, la MRC a généralement respecté les dispositions législatives prévues au CMQ et les dispositions réglementaires en découlant pour l'attribution des contrats pour la période de janvier 2008 à décembre 2010.

...2

La vérification a toutefois relevé le non-respect des trois dispositions législatives suivantes :

- L'adjudication d'un contrat d'une durée supérieure à cinq ans sans obtenir l'autorisation du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire;
- La conformité au régime général concernant l'adjudication des contrats dans une situation;
- La division des contrats en plusieurs contrats en semblable matière, et ce, à deux occasions.

D'autres manquements ont aussi été constatés au cours de la vérification. Ces constatations concernent des aspects techniques de la Loi ou font référence à des pratiques de gestion. Des recommandations particulières découlant de ces constatations ont été formulées dans le rapport.

Conséquemment à ce qui précède, je m'attends à ce que le conseil de la MRC se saisisse des éléments et des recommandations du rapport de vérification.

Cette lettre constitue un avis qui vous est transmis en vertu de l'article 12 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Je vous enjoins de déposer le présent rapport et de lire cette lettre à la prochaine séance ordinaire du conseil d'administration et de la rendre publique immédiatement en la manière prescrite pour publication des avis publics de la MRC.

Je vous indique qu'en vertu de l'article 14.1 de la Loi précitée, le Ministère publiera dans son site Internet le rapport et les recommandations qu'il contient.

Aux fins du présent dossier, vous trouverez ci-joint une copie du rapport produit par monsieur Omar Sebbar, CGA.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,

(original signé)

Sylvain Boucher